

Affaires courantes

[Traduction]

LOI SUR LE TRANSPORT DU GRAIN DE L'OUEST

L'hon. Douglas Young (ministre des Transports, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-66, Loi modifiant la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LOI SUR LE TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)

L'hon. Lawrence MacAulay (au nom du ministre des Anciens combattants, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-66, Loi constituant le Tribunal des anciens combattants (révision et appel), modifiant la Loi sur les pensions et d'autres lois en conséquence et abrogeant la Loi sur le Tribunal d'appel des anciens combattants.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

• (1115)

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

M. Janko Peric (Cambridge, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-299, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (majoration des cotisations et des pensions).

—Madame la Présidente, j'ai le plaisir de déposer un projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à améliorer le Régime de pensions du Canada.

Les modifications que je propose d'apporter au Régime de pensions du Canada entraîneront une majoration importante des cotisations et des pensions. Ces améliorations permettront de donner à tous les Canadiens des pensions plus adéquates et réduiront la nécessité de cotiser à des régimes de pensions privés et à des régimes enregistrés d'épargne-retraite.

Le Régime de pensions du Canada sera alors en mesure d'offrir à tous les Canadiens des pensions adéquates et totalement transférables.

J'espère que tous les députés appuieront cette initiative.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**L'AGRICULTURE**

L'hon. Alfonso Gagliano (secrétaire d'État (Affaires parlementaires) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre

des communes, Lib.): Madame la Présidente, je propose que 15 membres, trois interprètes et trois membres du personnel du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire soient autorisés à tenir des réunions relativement à l'avenir de l'agriculture canadienne à Saint-Hyacinthe, Victoriaville, Québec, Forestville, Halifax, Charlottetown, du 22 au 28 janvier 1995; à Kelowna, Kamloops, Lethbridge, Saskatoon, Winnipeg, London, St. Catharines, Brockville et Alfred du 5 au 15 février 1995.

[Traduction]

La présidente suppléante (Mme Maheu): Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

La présidente suppléante (Mme Maheu): Il n'y a pas consentement unanime.

* * *

PÉTITIONS**LES DROITS DE LA PERSONNE**

M. Bill Graham (Rosedale, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter une pétition qui demande que la Chambre reconnaisse rapidement la nécessité de modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne pour interdire toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Cette pétition comporte plus de 90 signatures. J'ai le plaisir de l'appuyer.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Madame la Présidente, je présente une pétition que des élèves de l'école St. Anne de Peterborough ont préparée et fait signer. En voici le texte.

«Nous, soussignés, enfants et citoyens de l'Ontario, attirons l'attention de la Chambre des communes et du ministre de la Justice sur ce qui suit: les criminels ne craignent pas la loi autant que nous, citoyens et enfants, craignons pour notre sécurité, étant donné les crimes récents commis avec des armes à feu. Nous souhaitons que le gouvernement fédéral prévoie des peines plus sévères pour ceux qui commettent des crimes en utilisant des armes à feu. Nous croyons tout autant à la lutte contre le crime qu'à la réglementation des armes à feu.»

LES BOURREAUX D'ENFANTS

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Madame la Présidente, voici une autre pétition qui a été signée par plus de 120 personnes de la région de Peterborough.

«Nous, soussignés, habitants du Canada, attirons l'attention de la Chambre sur les faits suivants: les bébés et les jeunes enfants sont incapables de se défendre contre des agresseurs. Chaque année, des milliers d'enfants innocents, vulnérables et sans défense sont victimes d'agression sexuelle ou de mauvais traitements physiques et psychologiques qui entraînent de lourdes séquelles ou même la mort. Le système de justice pénale doit traiter avec plus de rigueur les agresseurs d'enfants. Les pétitionnaires prient humblement le Parlement de modifier le Code criminel pour imposer aux agresseurs d'enfants de plus lourdes peines et un traitement obligatoire.»